

Jugement N°091/2019/CJ/SIII/TCC

Du 11 avril 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/018

Georges FATTOUSH

(Maître Maximin POGNON)

C/

Société LAMAR

(Maître Christel Alain  
BALOGOUN)

-----

OBJET

Paielement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 14 mars 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience publique du 11 avril 2019 ;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDEUR**

**Georges FATTOUSH**, de nationalité libanaise, importateur de véhicules, demeurant et domicilié au lieu dit Abattoir Akpakpa, Cotonou, maison ABOUDOU MAMA, tél : 66 66 69 88 ;

Assisté de Maître Maximin POGNON, Avocat au Barreau du Bénin ;

**DEFENDERESSE**

**Société LAMAR, Sarl**, RC/2015-B- 1264, du 12 août 2015, Porto-Novo sise à Ekpè dans la commune de Sèmè Kpodji, représentant par son gérant, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège, tél : 96 96 63 62/97 79 15 99/63 05 18 99 ;

Assistée de Maître Christel Alain BALOGOUN, Avocat au Barreau du Bénin ;

## LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;  
Où les parties en leurs prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 04 janvier 2019, Georges FATTOUCH a attiré devant le tribunal de commerce la société Lamar pour solliciter le paiement de la somme de 49.479.797 ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, Georges FATTOUCH expose que la société LAMAR lui est redevable de la somme 49.479.797 FCFA représentant le solde de ses avoirs relativement au compte ouvert dans ses livres pour le transport des véhicules pour son compte ;

Que dans le cadre de leurs relations commerciales, il approvisionne le compte de la société LAMAR pour les divers frais de transport et autres liées auxdites opérations ;

Qu'il a satisfait à toutes ces obligations à son égard et dispose d'un solde créditeur dans ses livres ;

Que prétextant d'une créance relative à des commissions qui n'ont jamais été convenues entre eux, il s'abstient de lui payer sa créance et sollicite une compensation ;

Qu'il produit divers reçus dont certains de 2014 alors que sa société n'a été immatriculée au RCCM qu'en 2015 ;

Qu'il n'a évoqué ladite créance qu'après les saisies opérées sur son compte et après plusieurs tentatives de négociation pour le paiement de sa créance ;

Qu'il sollicite le rejet de ses demandes et le paiement de la somme de 10.000.000 FCFA à titre de dommages intérêts ;

En réplique, la société LAMAR explique que le montant de la créance réclamée est de 46.956.797 FCFA au 24 août 2017 compte tenu des deux opérations intervenues après le 17 juillet 2017, date à laquelle le solde était de 49.414.797 FCFA contrairement à la somme de 49.479.797 réclamée par Georges FATTOUSH ;

Qu'elle sollicite la compensation avec sa créance de 43.938.915 FCFA représentant les commissions relatives aux différentes opérations dont les reçus adressés à Georges FATTOUSH sont restés impayés ;

## **1. Sur le paiement**

Attendu que celui qui se réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver, réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation ;

Attendu qu'en l'espèce, il ressort des éléments produits au dossier par la société LAMAR que le solde de Georges FATTOUSH dans ses livres est de 49.479.797 FCFA au 17 juillet 2017 et de 46.956.797 FCFA au 24 août 2017 en raison de deux opérations intervenues dans la période ;

Que c'est à tort que Georges FATTOUSH conteste le montant de 46.956.797 FCFA sans apporter aucun élément relatif au solde ou auxdites opérations ;

Qu'à défaut de tels éléments, il convient de retenir le montant de 46.956.797 FCFA et condamner la société LAMAR au paiement de ladite somme ;

Que relativement à la compensation, la société LAMAR produit les relevés de solde et différents reçus relatifs au paiement de commissions sur les opérations de 2014 à 2017 ;

Que cependant, elle ne prouve avoir notifié lesdits reçus à Georges FATTOUSH encore moins qu'elle ne prouve un quelconque accord relatif au paiement desdites commissions ;

Que le contentieux relatif au paiement de ladite somme n'est né qu'à l'occasion de la créance due à Georges FATTOUSH ;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il convient de rejeter la compensation sollicitée ;

## **2. Sur les dommages intérêts**

Attendu que les dommages intérêts ne peuvent être alloués que s'il est prouvé non seulement la faute mais aussi le préjudice résultant de cette faute ;

Attendu qu'en l'espèce, s'il est constant que la société LAMAR n'a pas exécuté son obligation de paiement, il est tout aussi vrai que Georges FATTOUSH ne justifie pas le préjudice issu de cette inexécution ;

Qu'en conséquence, il convient de rejeter cette demande ;

## **3. Sur l'exécution provisoire**

Attendu que l'exécution provisoire peut être accordée en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Attendu qu'en l'espèce, tout retard dans le paiement à Georges FATTOUSH de sa créance est de nature à compromettre ses activités commerciales ;

Qu'il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire à hauteur de la moitié du montant de la condamnation au paiement ;

Que cependant l'exécution sur minute ne peut être accordée que si le temps nécessaire à l'enregistrement de la décision risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Georges FATTOUSH ne justifie pas une telle urgence ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette mesure ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne la société LAMAR à payer à Georges FATTOUSH la somme de quarante-six millions neuf cent cinquante-six mille sept cent quatre-vingt-dix-sept (46.956.797) FCFA ;

Rejette la demande de compensation sollicitée par la société LAMAR ;

Rejette la demande de condamnation au paiement des dommages intérêts sollicitée par Georges FATTOUSH ;

Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de la moitié du montant de condamnation au paiement de la somme de quarante-six millions neuf cent cinquante-six mille sept cent quatre-vingt-dix-sept (46.956.797) FCFA ;

Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;

Condamne la société LAMAR aux dépens.

**ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**